



CGT Finances Publiques Aveyron

Déclaration liminaire CTL 10/01/17

10 emplois détruits dans le département !

"LE MONDE CHANGE" comme aime à le dire notre directeur départemental.

A l'image du service des domaines, cette nouvelle saignée est synonyme de missions jetées par dessus bord et de services plus que fragilisés au gré des restructurations.

Et au regard des services "choisis", il n'y a pas d'autre terme pour qualifier la démarche tant les implantations d'emplois sont aujourd'hui déconnectées d'une quelconque appréciation de la charge de travail, on peut entrevoir le démantèlement à venir de la DDFIP comme administration centrale à réseau déconcentré.

Des petits SIE que l'on veut condamner, aux trésoreries que l'on veut vider de leur substance, une même ligne directrice :

L'abolition du service public de proximité.

Et il faut en être conscient, ce démantèlement va de pair avec la remise en cause des droits et garanties des agents.

Bruno Parent ne s'en est d'ailleurs pas caché lors du CTR du 2 décembre 2016, la refonte des droits et garanties des agents est en marche.

10 DESTRUCTIONS d'EMPLOIS, qui viennent s'ajouter aux 110 des 14 dernières années.

Mais rassurons-nous, l'effort est partagé puisque **l'on enregistre une suppression d'emploi de cadre dirigeant (AFIPA)vite compensée par une création de poste d'AFIP** Nous voilà soulagés !!

Cette année encore, la DGFIP, et son relais local dépourvu d'état d'âme, apportent la preuve de leur volonté de liquidation des services, le processus s'accéléralant de plus en plus pour des départements comme celui de l'Aveyron.

Et peu importe si, de baromètres sociaux en tableaux de bord veille sociale, et à longueur de rapports de médecins de prévention, les conclusions se succèdent faisant état de la dégradation des conditions de travail et du développement de la souffrance au travail.

Les salaires mensuels à 5 chiffres qui nous dirigent n'ont que faire de tout cela.

Le 10 Janvier, la CGT, comme les autres organisations syndicales du département, ne siègera pas dans une instance où la mascarade tient lieu de dialogue social.